

Condition humaine / Conditions politiques

Revue internationale d'anthropologie du politique



FR EN ES IT PT

Recherche...



NUMÉROS EN TEXTE INTÉGRAL

4 | 2022

One Thousand and One
Defeats: An Anthropology
of the Vanquished

3 | 2022

Paysages politiques de la
disparition

2 | 2021

Beyond Political
Anthropology

1 | 2020

Approches
ethnographiques des
gilets jaunes

Tous les numéros

INDEX

Auteurs

Mots-clés

LA REVUE

Ligne éditoriale

Comités

Règles éthiques

Soumettre un article

Instructions aux auteurs

Parlement des revues

Appels à contributions

INFORMATIONS

Crédits

Contact

Politiques de publication

Numéros / 2 | 2021 : Beyond Political Anthropology

/ [Dossier – Approches ethnographiques des gilets jau...](#)

Retrouver sa propre radicalité : démobilisation, remobilisation et cohabitation jaunes

[Aldo Rubert](#)

[Résumés](#) | [Index](#) | [Plan](#) | [Texte](#) | [Bibliographie](#) | [Notes](#) | [Illustrations](#) | [Citer cet article](#) | [Auteur](#)

RÉSUMÉS

[Français](#) | [English](#)

Cet article repose sur une enquête ethnographique au sein d'un petit collectif de gilets jaunes qui résiste encore deux ans après son éclatement et malgré le déclin général du mouvement. Il présente dans un premier temps l'entrée sur le terrain et le dispositif d'enquête, en analysant la démobilisation comme un processus révélateur des recompositions militantes, qui ne sont pas moins fidèles aux gilets jaunes que ce qui a eu lieu pendant les mois de novembre et décembre 2018. Ce faisant, il expose aussi le rapport évolutif aux « intellectuels » et à les représentations qu'en ont les militants dans un contexte de déclin objectif de la mobilisation où ceux-ci peuvent être perçus comme des alliés pour le mouvement, en quête de *dignification* ou *publicisation*.

L'article met ensuite en lumière les stratégies du collectif pour essayer de freiner le désengagement et rester visible, passant par l'organisation de barbecues ou de pique-niques, d'actions ou de meetings qui donneront une bonne image du mouvement. Dans sa quête de respectabilité, ce collectif de gilets jaunes reste particulièrement attaché au fait de diffuser cette « bonne image » (ne pas passer pour des « alcoolos » ou des « cas soc' ») dans les médias locaux, mais aussi vis-à-vis de la petite bourgeoisie locale attachée à des valeurs écologistes.

Enfin, cet article explore la manière dont le collectif se recompose au moment de l'enquête, autour d'individus issus du haut des milieux populaires qui se caractérisent par une socialisation militante plus intense (à gauche). Cette sociographie présente une problématique peu abordée par la sociologie des mouvements sociaux et négligée lors des premières enquêtes sur les gilets jaunes, en faisant apparaître le mouvement des gilets jaunes comme une instance de remobilisation pour des individus socialisés à l'engagement, mais qui, désenchantés, s'étaient écartés des mobilisations qui avaient eu lieu ces dernières années. Ce faisant, l'article explore aussi, au croisement du genre, de l'espace et du politique, les raisons qui pourraient expliquer cette désinhibition des dispositions politiques et la persistance dans un engagement qui semble libérer une parole *radicale*.

En dernier lieu, parallèlement au démantèlement du rond-point et aux contrôles policiers, cette enquête montre comment se produisent des formes tendues de cohabitation, qui ont aussi des effets socialisateurs, se reflétant dans la mise en tension des habitus, des rapports à la politique ou à l'espace et aux modes d'action. Les gilets jaunes souvent plus

précaires, autochtones ou situés politiquement à droite privilégient, malgré tout, la visibilité sur le rond-point, alors que les autres accordent plus d'importance à la manifestation, à la défense du RIC (référendum d'initiative citoyenne), aux conférences, aux assemblées générales ou au ralliement à d'autres mouvements sociaux.

INDEX

Mots-clés

[démobilisation](#), [remobilisation](#), [cohabitation](#), [classes moyennes](#), [classes populaires](#), [ronds-points](#), [manifestation](#), [gilets jaunes](#)

Keywords

[demobilisation](#), [remobilisation](#), [cohabitation](#), [middle classes](#), [working class](#), [roundabouts](#), [demonstration](#), [yellow vests](#)

PLAN

- [Introduction](#)
- [1. Enquêter sur un mouvement populaire pérenne mais en déclin](#)
 - [Le sociologue espagnol](#)
 - [Se faire gazer ensemble](#)
 - [Rendre audible une colère légitime](#)
- [2. Faire face à la démobilité](#)
 - [La famille et ses frontières](#)
 - [Travailler son image](#)
- [3. L'expérience des gilets jaunes comme instance de remobilisation](#)
 - [Une occasion de se réengager](#)
- [4. Une cohabitation tendue](#)
 - [La fin de l'évitement du politique](#)
 - [Le bras de fer des militants : « exit l'extrême droite » ?](#)
 - [Le rond-point assiégé](#)
 - [Distances](#)
- [Conclusion](#)

TEXTE



Introduction

¶ Nous savons peu de choses sur les mécanismes qui régissent le déclin des mouvements sociaux et les diverses formes de démobilité individuelle ou collective qui le provoquent. Les processus de politisation sont le plus souvent analysés à chaud, ce qui fait qu'on les connaît peu en phase de déclin¹. Les épisodes d'effervescence, d'habilitation politique, de fraternité ou de solidarité sur les ronds-points des premiers mois ont capté l'attention des journalistes et des chercheurs, alors que les événements postérieurs, dans un contexte de routinisation et de progressive démobilité après l'évacuation des ronds-points, occupent une place mineure dans les publications. Comme le souligne Verta Taylor, « les universitaires s'intéressent généralement plus volontiers aux mouvements qui connaissent des cycles de mobilisation de masse et ont fait peu de recherches sur le déclin ou l'équilibre des mouvements » (1989, p. 772 ; voir aussi McAdam, *in* Fillieule 2005, p. 67). C'est à cette question du « déclin » et de l'« équilibre » que nous nous attachons ici, à partir de l'observation ethnographique d'un groupe de gilets jaunes normands. Comment, dans un contexte général de démobilité, s'organisent-ils et adaptent-ils leurs stratégies ? Comment les sociabilités militantes se recomposent-elles ? Le regard se centre ici sur la politisation en train de se faire, non pas classiquement dans une période d'effervescence, mais dans une situation de déclin objectif du mouvement, dans ses espoirs, ses effectifs et ses soutiens².

L'analyse de la mobilisation se concentre sur la phase de routinisation et d'équilibre de l'action collective à partir des mois de mars et avril 2019. Malgré la diminution des effectifs sur le rond-point qui est au cœur de l'étude, la mobilisation continue pour un nombre plus réduit d'entre eux, qui essaient de structurer le mouvement, de raffermir les motivations ou de faire évoluer les modes d'action. S'il y a eu une phase ascendante plus médiatique, qu'on peut situer entre novembre 2018 et mars 2019 (marquée par l'incendie du Fouquet's), je vais traiter ici de la phase descendante ou d'équilibre, qui est passée inaperçue, tout particulièrement en province.

Le déclin du mouvement est avéré sur l'ensemble des ronds-points, en raison de l'usure qu'ont entraînée deux ans de mobilisation et de répression policière, mais la recomposition sociologique des collectifs restructurés dans le temps demeure peu explorée. Challier (Bendali *et al.*, 2019, p. 156), qui a enquêté sur des terrains différents, avance l'hypothèse d'une différenciation en fonction de leur localisation, selon un axe opposant les espaces ruraux aux zones urbaines. Ainsi, les mobilisations rurales tendraient à se caractériser par un désengagement des classes moyennes et une prolétarianisation, comme dans la région Grand Est (Coquard, 2019), alors que les mobilisations urbaines, à l'instar de celle qui a eu lieu dans l'agglomération lyonnaise (Devaux *et al.*, 2019), connaîtraient l'évolution inverse³. Menée dans une petite ville de la campagne normande, l'enquête que je mène se situe précisément dans un espace rural qui semble nuancer cette tendance⁴.

En m'appuyant sur l'étude ethnographique d'un groupe de gilets jaunes⁵, j'interrogerai les processus permettant de comprendre la (re)composition militante du collectif et son maintien, sous des formes renouvelées, sur une longue durée. Je m'intéresserai à une problématique peu étudiée : le mouvement des gilets jaunes comme espace de réalisation, en termes d'engagement, pour des individus faisant partie des couches supérieures des milieux populaires, déjà politisés mais qui étaient auparavant confrontés à des inhibitions vis-à-vis de l'engagement et de la participation à d'autres collectifs. Il est souvent question des profanes, qui se seraient politisés à travers le mouvement, ou des militants organiques plus traditionnels, dans le débat pour définir l'origine du mouvement : s'agit-il d'un mouvement composé de militants novices ou d'une nouvelle révolte mobilisant les mêmes militants chevronnés ? Ici, je me focalise particulièrement sur un profil d'individus déjà politisés, qui s'étaient souvent éloignés de l'exercice contestataire et qui trouvent chez les gilets jaunes une occasion de s'engager de nouveau.

Dans un premier temps, je montrerai comment a été négociée mon entrée au sein du collectif. Parallèlement, j'exposerai quelques-unes des stratégies que le groupe met en place pour essayer d'enrôler des participants et l'influence de l'espace local, en particulier du milieu militant et de la presse. Ensuite, j'aborderai surtout la manière dont ce mouvement constitue parfois une expérience nouvelle qui permet la remobilisation d'individus qui avaient été démotivés par les manifestations et les organisations partisans classiques. Je décrirai enfin, dans une dernière partie, comment l'arrivée de ces anciens militants plus expérimentés contribue à mettre en tension les positionnements politiques légitimes, les façons d'entretenir la ferveur militante, les codes et répertoires qu'il faut adopter.

1. Enquêter sur un mouvement populaire pérenne mais en déclin

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il me semble important de commencer par évoquer quelques contraintes propres à ce terrain d'enquête, qui définissaient la négociation de l'entrée dans le groupe comme la place que j'entendais y occuper et que l'on s'attendait à me voir y occuper. En effet, ces éléments permettent de mieux appréhender la nature des données recueillies et mes analyses. Ainsi, la distance sociale entre le chercheur et ces fractions de population que l'on peut classer majoritairement « en bas à droite » de l'espace social (Beaumont *et al.*, 2018) est difficile à réduire, dans un contexte apparemment hostile – du moins au début – aux universitaires ou aux journalistes. Dans ce contexte, quelles méthodes ont-elles été privilégiées ? Ce retour réflexif sur l'enquête permet d'apporter des éléments d'analyse de la transformation progressive du mouvement.

Le sociologue espagnol

Si, pendant mon enquête exploratoire en région parisienne, réalisée en novembre 2018 dans le cadre d'un atelier de recherche de master, les participants au mouvement se montraient fatigués d'être « parlés » (Bourdieu, 1977) et hostiles aux propositions d'entretien ou de suivi ethnographique, la relation s'est inversée pendant la démobilisation graduelle. Cela a notamment été le cas dans un collectif normand dont plusieurs membres ont répondu au début de l'enquête à mes sollicitations, mon statut de sociologue étant perçu comme un moyen de publicisation dans le cadre d'une « entreprise de revalorisation symbolique » (Mauger et Pouly, 2019) face au mépris des élites politiques ou médiatiques. En effet, en début d'enquête, certaines des personnes que j'interrogeais éprouvaient le plus souvent un « sentiment d'incompétence » (Gaxie, 1978) marqué par l'illégitimité qu'il y avait pour eux à parler en tant que gilet jaune. C'est à mesure que l'affluence des manifestants a faibli, tout comme l'intérêt que leur portaient les médias et l'opinion publique, que l'hostilité et la méfiance à mon égard – *est-ce un journaliste ? un membre des RG ?* – se sont émoussées.

C'est au mois de mars 2019 que je suis entré en contact avec ce collectif de gilets jaunes normand. J'ai aussi rencontré certains de ses membres lors de manifestations à Paris. Après avoir négocié mon arrivée sur le rond-point avec deux d'entre eux, j'ai été reçu chaleureusement, et ma présence a été en quelque sorte utilisée pour redynamiser le collectif. Une femme a ainsi posté sur le groupe Facebook du collectif un message annonçant mon arrivée, un peu à la façon de ce qui aurait sans doute été fait pour un personnage public, pour inviter le plus grand nombre de membres à venir.

Sur le rond-point, une vingtaine de gilets jaunes et une journaliste locale nous attendaient. Celle-ci avait été prévenue de l'arrivée d'un « chercheur espagnol⁶ » venu de Paris par Nicole⁷, institutrice retraitée avec qui j'avais parlé au téléphone avant mon déplacement. Non sans un certain embarras de ma part, la journaliste m'a alors posé quelques questions, Nicole profitant de l'occasion pour faire passer les revendications du groupe, comme le décrit cet extrait de mon journal de terrain d'avril 2019 :

« À 16h40 nous allons sur le rond-point pour retrouver les gilets jaunes, on apporte des banderoles avec Nicole, les autres ramènent, par exemple, des gilets jaunes en carton et une cible avec la tête de Macron. Nicole appelle pour l'occasion une journaliste locale. L'idée est qu'elle vienne voir et écrive un article sur les revendications des gilets jaunes du coin et relate ma présence. Je me sens assez gêné, puisque je ne suis qu'un simple étudiant. Ils en profitent aussi pour réclamer une salle pour les gilets jaunes, proposition qui est déclinée par le maire qu'Alexis qualifie de "maire gauche caviar". La journaliste me pose donc quelques questions sur mon statut, mes objectifs, etc. Déborah filme en *live* le RDV. »

Une région populaire du nord-ouest

L'espace local de l'enquête est une petite ville de moins de 10 000 habitants, située en Normandie. L'automobile, la chimie et l'industrie agro-alimentaire, qui sont encore d'importantes pourvoyeuses d'emplois et ont donné naissance à un réseau d'entreprises, façonnent l'économie de la zone. Aujourd'hui, l'industrie rassemble 21 % des emplois, ce qui représente 5 points de moins qu'il y a un peu moins de 10 ans, mais reste légèrement supérieur à la moyenne nationale (12 %) et régionale (19 %). Pourtant, 75 % des emplois relèvent du secteur tertiaire. La localité constitue un pôle urbain en milieu rural, c'est-à-dire, une petite ville qui offre des emplois et des services à la zone environnante. Cette ville, ainsi que les villes et villages voisins restent majoritairement populaires. La population active communale est composée de 31 % d'employés et 28 % d'ouvriers (des chiffres supérieurs à la moyenne régionale et nationale), de 20 % de professions intermédiaires et de 9,7 % de cadres et de professions intellectuelles supérieures, et à peu près autant d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise.

Ce bourg n'est pas en déclin démographique. Il n'est pas très éloigné des bassins d'emplois ou des services importants (situés environ à une heure en voiture).

Le mouvement des gilets jaunes prend ici une importance particulière, réussissant à agréger entre 700 et 1 000 personnes sur deux ronds-points de la petite ville lors des premières semaines de la mobilisation. Beaucoup des participants ne viennent pas de la ville même, mais des petits bourgs environnants, qui dépendent souvent des services qu'elle propose.

Se faire gazer ensemble

¹⁰En réponse aux questions sur les raisons de ma présence, j'indique vouloir mieux connaître un groupe militant de l'intérieur et chercher à donner des informations différentes de celles rapportées par les journalistes (ce qui fait naître une certaine sympathie à mon égard). En retour, les gilets jaunes me demandent d'emblée quel est mon positionnement par rapport au mouvement, la chasuble que j'arborais ne suffisant visiblement pas à attester de mon engagement. Un soupçon formulé par Éric, un plombier d'une cinquantaine d'années, lorsqu'il m'a interrogé : « Mais tu vas dans les manifs aussi, tu te prends des gaz ? » Ayant de fait participé à une grande partie des premières manifestations en région parisienne, j'ai pu répondre positivement ce qui, sans doute, a sauvé l'enquête d'une fin de non-recevoir de la part de certains enquêtés.

¹¹Ici, la participation prend la signification d'une preuve de bonne foi, d'honnêteté et de proximité vis-à-vis du mouvement, indispensable à l'instauration de la confiance et à la libération de la parole. Le jour suivant cette rencontre, j'ai pris part à une manifestation

régionale à Rouen avec une partie du groupe que j'avais rejoint. On s'est retrouvé le matin pour le covoiturage, avec l'intention d'arriver tôt à la manifestation. Je suis dans une première voiture avec Nicole, Cindy, femme au foyer, Jean, ancien ouvrier devenu petit patron dans le BTP, Anaëlle, femme au foyer d'une cinquantaine d'années, et son mari, Romain, employé d'une chaîne de restauration rapide. Les deux derniers membres du collectif ont cinq enfants. Cindy, quant à elle, en a six. Nicole lui demande comment elle fait face aux difficultés économiques. « Il faut apprendre à partager », lui répond Cindy, ajoutant que son mari travaille à plein temps comme jardinier. Anaëlle parle des moments difficiles qu'elle a aussi traversés : « Je n'avais pas honte de dire que j'allais avec les gosses aux Restos du Cœur quand Romain était au chômage. » Elle dit avoir appris à faire beaucoup de choses elle-même : le pain, couper les cheveux, réparer des meubles, etc. Mis à part Nicole, tous se sont engagés pour la première fois dans une activité militante avec les gilets jaunes.

12 Arrivés à Rouen, nous retrouvons les passagers de la seconde voiture. Nicole et Déborah, assistante d'éducation d'une quarantaine d'années qui dit venir d'un « milieu privilégié⁸ », prennent en charge notre sécurité :

« Avant d'aller au centre-ville, où commence la manifestation, Nicole et Déborah se chargent de prendre des feutres et noter sur nos bras le numéro de téléphone d'un avocat, au cas où nous serions interpellés et mis en garde à vue. Elles nous donnent à chacun du sérum pour nous soigner après les gazages. » (Extrait de mon journal de terrain, avril 2019.)

13 Ces petits moments de préparation, qui révèlent de vraies inquiétudes à propos du déroulement incertain de la manifestation, contribuent à me situer, au moins symboliquement et temporairement, « de leur côté ». Cette peur est alimentée, bien sûr, par le nombre de personnes interpellées et mises en garde à vue, par les blessures et les mutilations. Mais elle est aussi entretenue par les récits des expériences des copains. Ainsi Jean, qui a pour habitude de venir avec un drapeau français et une bière dans la main, nous a expliqué, amusé, son arrestation « arbitraire », non sans instiller une certaine crainte chez les autres :

« Jean nous explique son épisode de garde à vue à Rouen, deux semaines auparavant, de façon très expressive et assez comique. Il s'est retrouvé dans un affrontement avec la police et il a été retenu pendant 27 heures. Il explique comment on l'a mis dans une cellule de 2 mètres carrés et comment on l'a déshabillé. Le motif étant qu'il avait des pétards dans son sac, lesquels sont considérés comme arme par destination. Il ajoute qu'il faut faire attention "parce qu'ils prennent n'importe quelle excuse pour t'embarquer". » (Extrait de mon journal de terrain, avril 2019.)

14 Dans le cours de la manifestation, nous nous retrouvons, avec Jean et Déborah, pris dans une charge policière :

« Face à la charge, nous fuyons dans une rue sans issue. Essoufflée, Déborah partage avec nous un peu d'eau alors que Jean insulte les CRS. Déborah est aussi assez énervée, elle ne comprend pas pourquoi ils ont chargé alors que la manifestation était pacifique. Ce moment difficile est exposé ensuite de façon comique auprès des autres. » (Extrait de mon journal de terrain, avril 2019.)

15 Ces moments de crainte viennent ensuite nourrir des récits plus ou moins humoristiques ou héroïques. Ces expériences alimentent nos discussions en anecdotes communes et permettent de réduire la méfiance initiale à mon égard⁹.

Rendre audible une colère légitime

16 Pendant les différentes rencontres liées à cette enquête, je suis perçu par les enquêtés de différentes manières qui toutes expriment une vérité de la relation d'enquête à un moment donné : je suis tour à tour le « (petit) sociologue », « un petit jeune » ou encore « l'étudiant ». La négociation constante du rapport de force symbolique qu'implique la relation d'enquête, au lieu de paralyser l'ethnographe (Schwartz, 2011), est en elle-même pourvoyeuse d'informations quant aux principes qui régissent les schèmes de division du monde social des enquêtés. Concrètement, mon statut d'étudiant s'avère sur le terrain assez favorable, car les enquêtés peuvent établir un parallèle avec leurs enfants, qui sont parfois du même âge que moi et investis dans des études. Ils me traitent souvent comme un « jeune » à qui il faut « donner un coup de main » dans ses activités scolaires. C'est ce qui en conduit certains à m'écrire pour me prévenir des actions à venir, en particulier lorsqu'ils vont aux manifestations.

17 Le statut de sociologue, associé par certains à celui de journaliste, les incite à me parler de certains sujets sur le mode de la dénonciation : « Il faut bien que tu voies et que tu notes ça, il faut que tout le monde le sache. » Les entretiens sont autant d'occasions d'avancer l'idée que le mouvement est encore légitime et nécessaire, et qu'ils défendent une cause juste ; mais aussi de se faire entendre par les gens de *l'autre monde*, celui de la représentation et de la parole publique légitime. En plus de compter sur mes capacités à publiciser favorablement le mouvement et à en donner une représentation digne, d'autres enquêtés se montrent moins hostiles à l'étiquette de « sociologue » qu'à celle de journaliste, ce qui, sans doute, doit être également lié aux effets de la mobilisation, laquelle a rapproché plusieurs d'entre eux de certaines figures intellectuelles¹⁰. Il est devenu commun de faire la connaissance d'« intellectuels » comme le conférencier Hakim Lowe ou le politologue Raul Magni-Berton, que l'on rencontre ensemble lors de réunions au cours desquelles ils défendent le RIC. Les enquêtés s'intéressent également aux interventions des Pinçon-Charlot, de François Boulo, d'Étienne Chouard ou de Juan Branco, ce qu'ils et elles m'exposeront la première fois, à l'annonce de mon statut d'étudiant en sociologie. C'est lors d'une de ces conférences que je rencontre Gilles, qui cumule des petits boulots et travaille à son compte comme assistant technique d'arts graphiques et son amie Lucille, qui est employée à mi-temps dans une cantine :

« On s'assoit pour boire un café, avant d'aller ensuite au rond-point. Ils m'interrogent rapidement au sujet de mes études et de ma recherche. J'insiste sur le fait que je suis sociologue, mais que je suis engagé dans le mouvement. Gilles me parle de Monique Pinçon-Charlot, et estime qu'elle est trop à gauche. Pour lui, les gilets jaunes, c'est autre chose, ça va au-delà de tout ça. En revanche, il aime beaucoup Juan Branco, comme Nicole, et il me parle de son nouveau livre *Crépuscule*. Il vient de le commencer et me recommande de le lire ; il pense que tout le monde devrait le lire. Déborah, de son côté, me dit qu'elle pense avoir entendu un sociologue sur ThinkerView. Se référer à ces intellectuels qui soutiennent le mouvement est une constante, afin de mobiliser souvent des arguments *ad verecundiam* dans les débats sur le rond-point. » (Extrait de mon journal de terrain, mai 2019.)

18 Cet intérêt pour les intellectuels est souvent la manifestation d'une socialisation politique particulière, réalisée en ligne, qui a supposé pour certains enquêtés l'expérience d'un premier engagement : l'accès à des « automédias » militants qui invitent des experts, des universitaires qui sont des sympathisants ou, du moins, qui éprouvent de l'empathie vis-à-vis du mouvement. Néanmoins la mobilisation de ces références peut aussi entraîner un certain éloignement vis-à-vis de participants plus démunis de capital culturel et militant.

Face à une présentation médiatique dominante du mouvement très disqualifiante, ils se sont tournés vers des contenus « alternatifs » en ligne. Ce refus et cette délégitimation progressive des outils d'information traditionnels semblent avoir amené une grande part des gilets jaunes à recourir à d'autres sources d'information, accessibles sur Internet : pages Facebook, blogs, chaînes YouTube, télévisions numériques étrangères, etc. Par exemple, Nicole m'explique ne plus supporter « les grands médias », parce que selon elle, à présent qu'elle est engagée dans le mouvement, elle « décrypte leur langage » et se dispute avec son mari quand il regarde la télévision. Elle dit regarder désormais des vidéos de « nos porte-parole [gilets jaunes] » sur Facebook ou de « sociologues » sur Le Média, alors qu'auparavant, elle ne connaissait pas du tout les réseaux sociaux. Pour elle, ces médias sont indépendants, proposent une information alternative et lui ont permis de connaître Branco ou Chouard. De son côté, Cindy, femme au foyer, parle de « la vérité » que les médias étrangers, comme Russia Today France, montreraient et que les médias français « manipulateurs » s'évertueraient à cacher.

¹⁹Le corpus des personnes avec lesquelles des entretiens ont été menés comporte un certain nombre d'individus du « haut de l'échelle » des classes populaires (Mauger, 1991, p. 136). Cela est d'abord lié à la recomposition du groupe de gilets jaunes de ce rond-point normand, qui sera analysée dans cet article et repose sur des proximités sociales et politiques particulières. Dans ce « haut de l'échelle » prédominent des personnes qui, en raison de leur profession, sont plus habituées à être en contact avec diverses classes sociales. Ce sont les ménages stables qui ont le plus souvent les dispositions et les ressources leur permettant de s'exposer à l'enquête. L'étude souligne l'importance de la massification scolaire des classes populaires françaises, largement constatée dans d'autres travaux, puisque nous observons que la plupart des enquêtés ont poursuivi leurs études au moins jusqu'au lycée, même s'ils sont ensuite passés par des filières professionnalisantes telles que le CAP ou le BAC pro¹¹. La bonne volonté scolaire qui accompagne cette démocratisation et la « pénétration des techniques de communication audiovisuelle » (Noiriel, 2019, p. 68) augmentent les chances qu'un enquêté offre sa parole à l'enquêteur. Ce décroisement est ici souvent lié à des trajectoires ascendantes du fait de pratiques culturelles (Mauger, 2013) ou liées à l'investissement politique ou syndical. Ces trajectoires permettent de développer davantage de dispositions à l'introspection, à raconter ou à parler de soi. Ces facteurs permettent de rendre audible une colère ou une révolte, mais aussi de s'exprimer publiquement, face au sociologue.

2. Faire face à la démobilisation

La famille et ses frontières

²⁰À l'instar d'autres observations menées dans de petites villes des espaces ruraux (Challier, 2019 ; Coquard, 2019 ; Pelletier, 2019), mon enquête a montré que le rond-point étudié semblait être devenu un nouvel espace de sociabilité où se ralliaient des fractions de différentes classes¹² dans un bourg où, comme le disent les participants, « il n'y a plus grand-chose à faire ». Il est le cadre de rencontres improbables qui auraient rarement eu lieu sans cette mobilisation, qui témoigne d'un délitement relatif de certaines frontières sociales, voire religieuses. Ce décroisement est d'ailleurs souvent souligné par les gilets jaunes, comme Déborah, qui définit la fraternité comme la force du mouvement : « Il y a des chrétiens ou des musulmans, et on s'en fout ! » Felicia, femme de ménage d'une trentaine d'années, me dit que les gilets jaunes sont contre les divisions,

que « c'est au-delà des différences » parce que c'est « l'humain d'abord ». Lors d'un entretien, Nicole m'explique qu'elle a l'impression que « le clivage » social s'est effacé, ce qui lui permet de dépasser, en tant qu'ancienne institutrice, un sentiment d'illégitimité face aux participants plus précaires :

« Avec Frédéric, par exemple, on ne se connaît pas vraiment, on n'a pas le même niveau de vie, on n'a pas les mêmes origines sociales. Même si moi, mes origines sociales, c'est les mêmes qu'eux, mais ils ne le savent pas ¹³ [...]. Mais ils le regardent plus comme ça, alors qu'avant ils l'auraient vu comme ça, et moi c'est pareil, je ne les regarde pas... Je m'en fiche de leurs origines sociales, donc on a dépassé ce clivage social. Et ça, c'est très fort. »

21 Les commentateurs ont beaucoup évoqué le fait que les plus fragiles et stigmatisés étaient acceptés au sein du mouvement, mais cet extrait d'entretien montre qu'il faut aussi prendre en compte le phénomène inverse : le fait que des individus issus de fractions plus hautes de l'échelle sociale ont été acceptés par les fractions les plus basses des classes populaires mobilisées. Le mouvement s'est maintenu dans le temps, non pas parce que les exclus étaient unilatéralement acceptés, mais plutôt du fait d'un mouvement bilatéral de légitimation rendant compte du caractère souvent flou de la frontière entre classes moyennes et classes populaires (Beaumont *et al.*, 2018).

22 Si le mouvement a eu, en premier lieu, un puissant effet d'atténuation des frontières sociales entre participants (Pelletier, 2019), ce moment d'unification et de puissance numérique semble avoir pris fin. Dans la séquence temporelle où se situe cette enquête, le déclin des effectifs sur le rond-point ou dans les manifestations conduit les gilets jaunes à une réflexion autour des stratégies à suivre pour freiner la démobilitation.

Travailler son image

23 Dans la volonté de rester visibles et freiner le désengagement, pour le deuxième anniversaire de la nomination du gouvernement Macron, les gilets jaunes enquêtés, suivant un appel national diffusé sur les réseaux sociaux, organisent un « pique-nique » citoyen et appellent à occuper de nouveau les ronds-points en mai 2019. Ils mettent alors en place un chapiteau entouré de pancartes dénonçant les injustices sociales et fiscales, les violences policières, les plus grosses fortunes de France et l'autoritarisme du gouvernement. Les participants y viennent souvent avec leurs enfants et l'on observe encore qu'ils appartiennent en majorité aux catégories populaires : des assistantes maternelles, de petits artisans, des ouvriers dans le bâtiment, des routiers ou des femmes au foyer, mais aussi des artisans, des auto-entrepreneurs et des professions intermédiaires comme des institutrices ou des aides-éducateurs. Il y a aussi des gilets jaunes venus d'ailleurs. C'est le cas de cinq personnes originaires d'un bourg situé à 25 kilomètres, pour qui ce rond-point a une bonne image et qui tentent de venir quand ils y sont invités. Mais c'est aussi le cas pour des militants « orphelins » de rond-point comme Fiona, enseignante du secondaire, qui a rencontré ce collectif en manifestation à Paris et qui a fait quarante minutes de route pour venir sur ce site, car chez elle, il n'y a pas d'occupation.

Image 1



Revendications des gilets jaunes affichées sur le rond-point. L'on notera que la plupart de ces revendications tournent autour des violences policières, des inégalités, de la vie chère ou de la démocratie. Nicole a préparé ces affiches pendant la nuit.

• Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

24 Cette sociabilité populaire ou cette « ambiance de famille », telle que la souligneront les présents, active et produit des affects. Cindy et Nicole mentionnent plus d'une fois qu'elles n'ont jamais eu autant d'amis. Nicole me dit que cela fait trente-cinq ans qu'elle vit ici, et qu'elle ne rencontrait personne, alors qu'elle enseignait à l'école du coin. Cette ambiance témoigne aussi d'une reproduction des rôles de genre traditionnels. Bien que les femmes soient plus visibles sur les ronds-points, recherchant par exemple l'approbation qu'expriment les conducteurs par leurs klaxons, elles restent le plus souvent en charge de la cuisine et de la vaisselle, quand les hommes s'occupent du feu et du barbecue.

25 Pour l'occasion, Nicole appelle encore une fois la journaliste locale pour montrer que « le mouvement est bien vivant » et que les gilets jaunes restent soucieux de donner une image respectable. Nicole et Alexis, lorsqu'ils parlent à la journaliste, qui prend des notes, cherchent à récuser le mépris élitaire (Pudal, 2019) et à retourner le stigmatisme de la ruralité populaire en ironisant : « Comme vous pouvez bien voir, ici, il n'y a que des gueux. » Dans ce combat à petite échelle, s'appuyant sur les médias locaux, considérés comme plus proches et moins corrompus, contre l'image de « cas soc' » à laquelle ils se sentent toujours renvoyés, les médias ne sont jamais « un simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés, ils sont partie prenante des interactions du mouvement social » (Neveu, 2015, p. 108). En dépit du discrédit général dont ils font l'objet, ils influencent les gilets jaunes, qui sont conscients de leur « pouvoir » et visent en conséquence à « produire une image valorisante » (*ibid.*). C'est pourquoi beaucoup des gilets jaunes que je rencontre sont plutôt attentifs aux articles de la presse locale, qui sont des motifs d'indignation ou de fierté. C'est le cas, par exemple, lorsque paraît une tribune, à la suite d'une « opération écocitoyenne », s'attachant à montrer que les gilets jaunes sont aussi concernés par la question écologique, car ils organisent le ramassage collectif des déchets aux alentours de la ville. Ils et elles ont aussi détourné l'attention du Grand Débat organisé par le maire, en faisant la une du journal local, comme l'explique Nicole :

« Il y avait un animateur, et finalement on a tout bouleversé, et puis on l'a fait à notre sauce : débat gilet jaune, débat citoyen, avec un vrai débat. On a changé les tables de place, Déborah, moi et Alexis, on était au début et on a piqué le micro de l'animateur, et voilà. [...] J'ai tout déplacé sous les yeux hébétés des gens qui [rires] nous regardaient faire. Une fois que les tables, on les avait toutes bougées, les chaises, on les a prises, on les a mises en cercle, et on a gardé une table pour nous. Donc, quand la députée est arrivée avec les élus, ils se sont tous mis autour sur une chaise sans table [rires]. Et c'est là que tu vois la photo [du journal]. D'un côté, il y avait les élus, de l'autre côté, il y avait des citoyens, et on a commencé notre débat comme ça. [...] J'étais contente de ma prestation, j'étais contente de moi ! »

Image 2



Gilets jaunes montrant qu'ils sont toujours là et cherchant l'approbation des automobilistes, qui s'exprime par les klaxons.

▪ Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

20 Précisément, ce souci de l'image projetée publiquement fait qu'il n'y a, en principe, pas d'alcool dans le rassemblement. Son interdiction est rappelée à plusieurs reprises, sur les tracts d'invitation comme sur les affiches. Il s'agit d'une interdiction importante, qui est surtout respectée vis-à-vis des regards extérieurs, celui des médias, mais aussi, comme on le verra, celui de la population locale. Les participants sont soucieux d'éviter les boissons alcoolisées tant que la journaliste est présente. Pourtant, la transgression est tolérée collectivement, si l'on n'est pas vu et que cela a lieu lorsqu'on est entre soi. Ainsi, trois hommes vont chercher des bières cachées dans le chapiteau une fois la journaliste partie.

21 La peur de la « sale réputation » se joue aussi au niveau de l'interconnaissance locale. Certains enquêtés craignent de « passer pour des fainéants » ou des « alcoolos » et se réfèrent souvent à ce que peuvent penser leurs proches. La bonne réputation locale, liée au fait d'avoir un travail compte aussi, dans une « quête constante de respectabilité » (Coquard, 2019, p. 34), qui inspire leur volonté de rendre attrayant le collectif et d'inverser le déclin du mouvement¹⁴. C'est notamment pour cette raison qu'ils prennent leurs distances vis-à-vis d'une partie de l'« équipe de nuit¹⁵ » du même rond-point. Selon Cindy, ses membres qui se sont pour la plupart désengagés après l'évacuation, apportent en effet de l'alcool sur le rond-point et sont fréquemment ivres.

28 Les interactions avec des représentants de l'espace public et du militantisme locaux témoignent de l'acquisition d'un certain sens pratique militant. Cet exercice d'autocontrôle se déroule aussi sous le regard de la petite bourgeoisie locale, qui entre en contact avec les gilets jaunes par le biais d'une association locale pour la défense de l'environnement. Selon Nathan, auto-entrepreneur qui transite entre les deux collectifs, cette « sphère intellectuelle » engagée dans l'écologie finit par laisser transparaître ses préjugés à l'occasion de ce rapprochement :

« Même si c'est une ville pauvre, t'as aussi une petite sphère intellectuelle, que je connais parce que c'est l'AMAP¹⁶ et c'est des gens de la mairie, etc. Et du coup, ceux-là, c'était : "les gilets jaunes bourrés dans le rond-point", depuis le début. Par exemple, j'étais venu un dimanche au barbecue. Ce dimanche-là, l'AMAP est le mardi soir, ma mère va à l'AMAP et ils parlaient de ce qui s'était passé dimanche [...]. Et du coup, c'était : "Ah, les gilets jaunes, ils devaient être encore bourrés sur le rond-point." Et il y avait une bouteille de cidre pour quarante personnes, quoi ! [Rires.] »

29 Quelques semaines auparavant, nous avons rencontré ce collectif écologiste, qui avait organisé un rendez-vous en face de la mairie. Les gilets jaunes voulaient profiter de cette opportunité pour « discuter avec eux et montrer que les gilets jaunes sont finalement des écolos », et donc *sauver l'honneur*. Mais selon Nathan, le moment du rendez-vous était plutôt « tendu » et les membres du collectif écologiste diront s'être sentis « étouffés ». Ces membres de la petite et moyenne bourgeoisie locale (et de gauche) cultivée, travaillant notamment dans le milieu de l'enseignement et celui de la santé, ne voient pas dans le mouvement une cause noble et compatible avec les valeurs écologiques qu'ils prônent (Paranthoën, 2013). Ils et elles se distinguent des gilets jaunes, qu'ils perçoivent comme un mouvement trop éloigné des revendications qui sont celles de la fonction publique – quand la plupart d'entre eux sont d'anciens enseignants syndiqués, hostiles à certaines déclarations jugées racistes, voire anti-écologistes.

« Juste en face de la mairie, on retrouve six personnes de l'organisation. Nous sommes nous-mêmes une vingtaine. Nicole discute avec une femme (d'une soixantaine d'années) de l'association en lui disant qu'ils sont ensemble dans les luttes et qu'elle devrait rejoindre les gilets jaunes. Cette femme refuse l'invitation parce que, pour elle, les gilets jaunes ne sont pas soucieux des enjeux climatiques et "il y a des choses qui me dérangent", "que je ne peux pas accepter". Elle se réfère notamment aux propos racistes et antisémites qu'elle a lus dans la presse nationale à propos des gilets jaunes en général. (En face de la mairie, avril 2019.) » (Extrait de mon journal de terrain.)

3. L'expérience des gilets jaunes comme instance de remobilisation

30 Le collectif, qui cherche à tenir dans le temps, subit une transformation partielle de sa composition sociologique à partir de l'arrivée sur le rond-point, entre février et avril 2019, de personnes ayant été auparavant syndiquées ou proches de l'activisme de gauche, intéressées par la combativité du mouvement, mais n'ayant pas endossé le gilet dès le début. Ce sont les plus enthousiastes à l'idée de rejoindre parallèlement d'autres mouvements sociaux par la suite.

31 Pourtant on n'assiste pas à un affrontement entre militants plus ou moins experts et profanes, même si, comme on le verra, la cohabitation ne sera pas toujours facile. L'enquête nationale par questionnaire sur les gilets jaunes (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019, p. 15 ; Bendali *et al.*, 2019, p. 154) nuance l'idée d'un mouvement

composé seulement de novices, puisqu'une partie non négligeable des participants a un parcours marqué par l'engagement (notamment syndical ou associatif) et dispose donc de certaines ressources militantes. Sur le rond-point étudié, l'arrivée de militants actifs, qui font bénéficier les gilets jaunes de leur expérience, a ouvert la voie à une orientation du collectif vers la gauche. Celle-ci n'est cependant pas le produit d'une fidélité ancienne aux partis de gauche, à leurs symboles et figures. Dans certains espaces, notamment sur Facebook, il est assez commun de citer les propos ou de partager des vidéos de Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Luc Mélenchon ou de la « patriosphère », tout en les critiquant durement. La vision du monde qui s'en dégage traduit plutôt une division entre *mondialistes* et *souverainistes*, que le contexte politique des élections de 2017 a contribué à durcir (Amable et Palombarini, 2018).

³¹ Les militants plus jeunes (ceux qui ont entre 30 et 40 ans) convergent rapidement vers les gilets jaunes plus politisés à gauche. De nouveaux arrivants, qui ont rejoint le mouvement au mois de mars ou d'avril – Gilles, Lucille, Yasmine – et des gilets jaunes de la première heure, plus âgés, comme Alexis, Nicole ou Richard, se rapprochent davantage du profil militant de néoruraux ayant connu une familiarisation avec les luttes qui se sont menées à Paris. Les processus de périurbanisation qui touchent ces bourgs combinent des choix fortement contraints, de la part des classes populaires, et une stratégie d'accession à la propriété, de la part des classes moyennes (Mischi *et al.*, 2016, p. 24).

Une occasion de se réengager

³¹ Le profil de gilets jaunes qui sera présenté ici se caractérise par une socialisation militante préalable, qui a eu pour conséquence l'acquisition de capitaux et de compétences, et il trouve dans la mobilisation une expérience qui réveille ses dispositions ou favorise la naissance d'un activisme local. Cela dit, je présenterai ici des portraits faisant apparaître la mobilisation des gilets jaunes comme un processus de réengagement d'individus qui sont déjà politisés, mais trouvent précisément dans ce mouvement les conditions de réalisation d'un engagement « militant » ou d'un élargissement de leur engagement politique.

³⁴

Yasmine, fille d'un employé de la fonction publique et d'une mère au foyer sympathisante chevènementiste, est une institutrice en préretraite, qui habite une des petites villes des environs. En cherchant un « endroit où se caler [Yasmine est visiblement affectée par le manque de stabilité qu'elle a connu dans sa jeunesse], pas trop loin de Paris », elle s'est installée en Normandie avec son ex-mari qui était aussi professeur. Ayant « toujours fait de la politique » et « toujours manifesté » depuis ses dix ans, avec ses « sœurs féministes », elle a été syndiquée à la FSU et a rejoint Attac pendant quelques années. Après les grèves de 1995, qu'elle a vécues comme « un échec syndical », elle a quitté la FSU. Depuis, elle est restée en retrait du monde militant bien qu'elle se sente proche de La France insoumise et de son président. À la suite de la démobilitation du rond-point le plus proche, elle rejoint celui du collectif dont il est ici question, qui se trouve à une trentaine de kilomètres. Ce type de mouvement, assez fréquent, montre que la démobilitation ou la remobilisation tient très souvent à cette circulation constante de gilets jaunes entre différents ronds-points – en raison de divergences politiques ou stratégiques mais aussi, à ce moment de l'enquête, « parce qu'il n'y a plus personne », et que certains gilets jaunes deviennent orphelins de leur rond-point. Cette circulation transforme aussi leur sociographie ou leur orientation politique. Malgré sa méfiance envers l'extrême droite – méfiance bien présente sur les ronds-points –, après avoir

constaté l'hétérogénéité idéologique du mouvement, Yasmine rejoint donc le collectif au printemps 2019. Se référant au mouvement de grève du 5 décembre 2019 et à la participation des instituteurs et institutrices, elle pense que « les gilets jaunes sont beaucoup plus radicaux », et c'est justement la « radicalité » du mouvement qu'elle aime le plus et qui l'a amenée à reprendre une activité revendicative. Contrairement à ce qui se passait parmi les « instits modérés » avec qui elle avait « l'impression de pas trop pouvoir [s']exprimer », elle sent qu'elle peut « enfin parler normalement avec d'autres personnes » chez les gilets jaunes et « partager [s]es vraies idées, qui sont écoutées ». Elle poursuit : « J'étais émerveillée, j'avais fini par penser que ça n'arriverait jamais... qu'il n'y avait pas des personnes aussi radicales ». Il faut noter que, pour Yasmine, « radicalité » est aussi un peu synonyme de « sincérité » ou de « justesse ». Elle parle à la fois de radicalité et de pouvoir tout simplement parler « normalement ».

35

Alexis, retraité, a d'abord habité dans un « quartier défavorisé » d'Île-de-France, où il travaillait dans la distribution et est devenu syndicaliste CGT. Avec sa femme, qui ne s'implique pas vraiment dans le mouvement, car elle est malade, il a ensuite tenu un petit commerce de proximité pendant vingt ans, rejoignant alors un autre syndicat. Il a souvent participé à des manifestations suivant une orientation clairement corporatiste, c'est-à-dire « pour défendre [s]es intérêts, quand [il] étai[t] ouvrier comme ouvrier, quand [il] étai[t] patron comme patron ». Alexis manifeste de la méfiance envers la fiscalité et l'État – « je ne demande rien, qu'il ne me demande rien », dit-il –, attitude caractéristique des travailleurs indépendants (Spire, 2018, p. 145), liée à un sentiment d'exaspération vis-à-vis des taxes. Il considère que « l'État nous pille, il vit sur [s]on dos. [...] On est de plus en plus des vaches à lait pour l'État. » Il aborde cette question en se fondant sur son expérience personnelle et professionnelle, à propos du montant mensuel des taxes : « C'est pour ça aussi que je suis devenu gilet jaune : marre de leurs impôts. On travaille pour l'État [...] et après, on n'a rien. » Pourtant, comme le montre Spire dans l'enquête qu'il a menée, cette défiance fiscale n'implique pas nécessairement un détachement vis-à-vis de l'État et, plus précisément, vis-à-vis de son modèle de protection sociale. Alexis ne demande pas « moins d'État » ou une abolition des taxes mais une répartition plus juste des charges : « Allez taxer les financiers ! », lance-t-il souvent. À la suite de son déménagement, il y a quinze ans, et après avoir exercé un travail qui l'occupait « plus de soixante-dix heures par semaine », il a laissé de côté l'action revendicative, jusqu'au 17 novembre 2018. Son rapport à l'État s'accompagne d'une égale méfiance envers l'ensemble des syndicats actuels, qui « sont financés par l'État » et, par conséquent, « obligés d'accepter des saloperies », dit-il. Son expérience tendue des relations avec l'administration semble expliquer ce rapport antagonique à l'État. Après avoir vendu son commerce en 2018 et subi un accident, il dit s'être trouvé abandonné par les institutions :

« Alors je vais me pointer au chômage, déjà pour garder ma sécurité sociale – parce que j'ai cotisé quand même pendant trente-huit ans, en plus d'une année d'armée –, tu arrives, et on me dit : "Ben monsieur, vous avez droit à rien." Et monsieur Macron avait dit à la même période : "Vous traversez la rue, vous trouverez du travail." Et qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai traversé la rue et, manque de chance pour lui, j'ai trouvé les gilets jaunes. »

36 Comme sa femme est tombée malade au même moment, le couple a engagé des démarches pour bénéficier des services d'une femme de ménage, démarches qui ont encore accru sa méfiance vis-à-vis de l'État. Les deux organismes pour lesquels sa femme avait cotisé, la CPAM¹⁷ quand elle était ouvrière, puis le RSI¹⁸, « se sont renvoyé la balle pour la femme de ménage » :

« Et, en fin de compte, on a dit : "Bon, allez, on se démerde autrement." Donc j'ai été voir les assistantes sociales ici et on m'a dit : "Vous gagnez trop." Mais attends, je gagne rien du tout, vous vous basez sur l'imposition de l'année dernière [...] Ils ont rien voulu savoir. Tout ça cumulé, ça m'a orienté vers les gilets jaunes. »

37

Nicole et Richard habitent dans la ville depuis presque quarante ans, mais ils vivaient auparavant dans une HLM de la banlieue parisienne. Ils participent à différentes manifestations revendicatives sans rejoindre une organisation précise, afin de « conserver l'indépendance ». Quand Richard obtient un poste d'ouvrier qualifié en province, ils quittent la région parisienne et achètent une maison, parce que Nicole « ne support[e] plus Paris » : « Je ne supportais plus la pollution, la pauvreté... », raconte-t-elle. Nicole, à l'époque surveillante, est syndiquée au SNUIPP. Richard est, quant à lui, syndiqué à la CFDT – « quand il y avait des gens de gauche », précise-t-il. C'est à la suite de conflits au travail, à l'occasion desquels ils se sentent tous deux « abandonnés », qu'ils se désengagent. Richard n'est pas soutenu par son syndicat lors d'une mutation forcée et Nicole cesse d'être syndiquée quand elle est renvoyée de son poste et que le syndicat juge son dossier « indéfendable ». Finalement, les dispositions militantes de Nicole semblent rester en sommeil jusqu'à ce qu'elle rejoigne les gilets jaunes, et ce en raison d'un contexte politique défavorable pour la gauche, qui la décourage :

« Il fallait bouger, on avait envie de bouger depuis longtemps, on voyait que les gens ne bougeaient pas. Les manifestations, on y allait plus, parce que les manifestations du 1^{er} mai, elles étaient de... il y avait de moins en moins de gens dehors. »

38 Nicole croyant « absolument plus à la gauche », elle a trouvé deux vertus aux gilets jaunes qui peuvent expliquer son engagement. Le mouvement opère tout d'abord comme un espace vivant de sociabilité – après une période d'inactivité et de solitude qu'elle a vécue comme angoissante :

« Le statut de retraitée, ça me convenait pas du tout, le fait de rester inactive, et en quelque sorte, j'avais l'impression d'avoir fini ma vie. J'avais plus d'objectif, de perspective. Et avec ce mouvement, ben voilà, c'est une renaissance, ça m'a permis d'avoir des objectifs, de revivre ! »

39 Nicole s'est également investie largement dans le mouvement parce qu'il s'agit d'un espace d'autonomie, notamment vis-à-vis de la domination masculine vécue dans son foyer. Ainsi, à un moment où nous devons prendre leur voiture pour aller au rond-point, Richard, qui la conduit souvent pour emmener Nicole à ces rendez-vous, cherchant à établir une complicité masculine entre nous, me confie sur un ton qui mêle inquiétude et humour que « c'est la fin du patriarcat ». Cet exemple rend compte d'un bouleversement relatif des rapports sociaux de genre dans l'accomplissement des tâches ménagères, bouleversement qui s'inscrit dans la durée de la mobilisation. Nicole témoigne de ce gain d'autonomie en décrivant le décroisement des sociabilités qui a suivi son propre engagement :

« Avec les gilets jaunes, je me suis vraiment affirmée, même au niveau de mon couple, parce que... Je ne suis jamais sortie autant toute seule. Avant, je ne sortais jamais sans Richard, j'avais pas d'amis. J'avais pas d'amis, maintenant, j'ai un groupe d'amis, maintenant, je... Maintenant, comme m'a dit ma fille, elle m'a dit... C'est ma fille qui m'a dit ça : "Dans les gilets jaunes, en fait, t'as trouvé ta famille que t'avais pas, que t'as pas eue." »

40 Le fait de sortir de l'enfermement du « nous » conjugal est un processus parallèle à celui de l'engagement que je retrouve chez d'autres enquêtées. C'est aussi le cas de Cindy, qui fréquentait de moins en moins d'espaces de sociabilité avant de rejoindre le mouvement et qui essaie à tout prix, en réclamant une répartition plus égalitaire des charges liées à l'éducation des enfants avec son mari, de rester dans le collectif¹⁹. La socialisation au mouvement correspond à l'obtention d'un « temps pour soi », où l'on pose des limites à la condition d'épouse (Masclat, 2018) : « revivre », « tellement que j'y attends » (pour parler d'une nouvelle manifestation) ou « c'est à moi » (à propos des samedis) sont quelques-unes des expressions employées. Nicole subvertit relativement les rôles conjugaux traditionnels lorsque son mari se trouve contraint de nettoyer ou de cuisiner pour elle les jours où l'activité militante se fait plus intense.

41

Nathan, l'un des plus jeunes, a été aussi politisé dès son enfance dans une sphère familiale « d'extrême gauche », ce qu'il évoque en mentionnant tour à tour sa mère et son père : « Ma mère [qui était institutrice] a penché entre le socialisme et le communisme, même si maintenant elle pense plus à l'anarchisme. Mon père [ancien plombier, décédé], clairement l'anarchisme. » Et Nathan a lui-même fait « des levées au flambeau avec les cheminots quand [il] étai[t] encore dans le landau », dit-il en riant. Pourtant, au début du mouvement des gilets jaunes, il a eu « la sensation de faire du déni de classe vraiment, de [s]e dire qu'en fait c'étaient des apolitiques qui se prétendent politiques, mais [qui] ne savent même pas de quoi ils parlent », et a décidé de rester en « observation ». Après s'être engagé et avoir découvert le rond-point, il reconnaît avoir eu honte de cette attitude, ce qui montre que l'influence des militants expérimentés sur les novices peut être réciproque, les premiers pouvant voir également leur rapport au politique transformé (Challier, cité dans Bendali *et al.*, 2019, p. 170). Une fois sur le rond-point, Nathan laisse ses préjugés de côté et réalise que les gilets jaunes sont « des néo-militants, qui ne demandent qu'à être soutenus par des militants ». Il décide donc de rejoindre le collectif militant pour essayer de lui donner une orientation de gauche, comme il l'explique en décembre 2019 : « Il y a 4-5 mois que je suis plus rentré, que j'ai créé plus de liens avec Gilles, Déborah, Lucille, etc. Alors qu'avant j'étais un peu en retrait, je donnais un coup de main. Alors que là, au final... » Malgré ses expériences de protestation dans l'espace public, il n'avait jusqu'ici jamais rejoint de collectif militant et encore moins de groupe impliquant un engagement routinier, appelé à se prolonger dans le temps. Le seul collectif local dont il ait fait partie est l'AMAP, au sein de laquelle il peut partager des préoccupations liées à l'écologie, mais aucune de ses autres convictions politiques. Chez les gilets jaunes, il trouve enfin un lieu où il peut exprimer et chercher à diffuser de façon claire ses idées et ses positions politiques : « Les opinions politiques, ils ne les jugent pas. [...] Je rentrais dans un cercle mais je n'étais pas obligé de cacher mon extrémisme, chose que je suis obligé [de faire] par exemple chez les écolos. »

42

Gilles et Lucille ont « fui Paris » pour échapper au bruit, au stress, à la pollution de la ville, quitter leur petit studio « claustrophobe », et avoir ainsi un style de vie en harmonie avec leurs idéaux écologistes. Avant leur installation, ils avaient l'habitude de participer aux « manifs de l'extrême gauche », mais seulement aux « manifs importantes, genre 1^{er} mai », dont ils se sentent à présent éloignés. Ne croyant plus vraiment aux partis et aux syndicats, ils cherchent à agir sur leur quotidien (par l'entretien d'un potager et la confection de beaucoup de produits « faits maison »). C'est aux côtés des gilets jaunes, qu'ils ont rejoints fin mars, qu'ils ont trouvé un mouvement correspondant à leurs attentes : « un truc qui s'attaquait aux gros trucs », dit Gilles, un mouvement « artisan,

sans hiérarchie, sans chef et qui intègre tout le monde », auquel Lucille et lui peuvent participer tout en habitant en « province ». Ils ont déménagé dans la région quatre mois avant que le mouvement social n'éclate, et c'est à travers lui qu'ils ont intégré un groupe d'interconnaissance dans l'espace local.

43

Généralement, ces militants proches de la gauche, mais qui portent sur elle un regard critique, sont les plus enclins à soutenir une « quotidianisation revendiquée » (Renou, cité dans Fillieule *et al.*, 2020), c'est-à-dire à défendre un impératif de cohérence entre idéologie et pratique quotidienne du militantisme. Ils articulent faible consommation et consommation de produits biologiques – ce qui est caractéristique d'un salariat plus qualifié (Gaborit et Grémion, 2019). Gilles et Lucille revendiquent une logique de la décroissance. Ils détestent *consommer* – et essayent de tout fabriquer eux-mêmes, y compris leur dentifrice et d'autres produits d'hygiène. Ces formes de consommation engagée (Balsiger, cité dans Fillieule *et al.*, 2020), qui passent par des actions ayant un effet sur l'offre comme sur la demande (les boycotts), peuvent étonner certains gilets jaunes plus précaires, et donc dans l'impossibilité matérielle d'agir de même, même quand ils le désirent. C'est le cas, par exemple, de Cindy, qui dit vouloir désormais éviter les grandes surfaces – qui ne paient pas leurs impôts en France –, tout en étant contrainte de fréquenter ces lieux, pourtant éloignés, afin de trouver des premiers prix et de pouvoir acheter de la viande à ses enfants. Ces différences dans les formes de consommation engagée sont visibles lors des tentatives pour faire converger les actions du groupe avec celles d'Extinction Rebellion au mois d'octobre 2019, rapprochement qui suscite l'intérêt et la participation de Nathan et de Gilles, mais laisse indifférents Jean, Cindy ou encore Julia et Frédéric, respectivement aide à domicile et mécanicien, qui habitent tous deux la région depuis toujours. Jean insiste, par exemple, sur le fait que les gilets jaunes sont un mouvement plus « large », alors que Cindy critique le cynisme des autres mouvements : « Ils sont prêts à converger pour le nombre, dit-elle, et pas pour nos revendications. » Pourtant, Cindy se mobilisera pendant la grève contre la réforme des retraites ou pendant les manifestations contre les violences policières, parce qu'elle est heureuse de manifester avec ses amis gilets jaunes.

4. Une cohabitation tendue

La fin de l'évitement du politique

⁴⁴Depuis avril, parallèlement à l'arrivée et à la participation régulière de ces militants, l'agitation va croissant sur le rond-point, à la perspective des élections européennes. Les gilets jaunes, divisés entre diverses options – ne pas voter, voter pour une petite liste ou pour des partis comme le RN –, discutent sur le rond-point autour de la stratégie à suivre lors des élections. Ces discussions favorisent un positionnement politique explicite, où chacun cherche à montrer la supériorité de son choix électoral.

« Gilles a un débat avec sa copine, Lucille, et Richard, mari de Nicole, autour du vote aux prochaines élections européennes. Gilles n'est pas d'accord pour voter pour une liste qui ne soit pas Macron comme le propose Selma, il ne croit plus au système²⁰ : "Moi, je suis déjà au système d'après." Il est contre l'Union européenne et il pense qu'"on doit prendre les rênes du pays". Jean se demande s'il ne faut pas voter pour les listes gilets jaunes ou pour "une petite liste qui soit pour le peuple", alors que Frédéric déclare que cela ne sert à rien, que ce n'est pas "l'esprit gilet jaune" de jouer le jeu politique. Cette discussion fait réagir Cindy et une de ses copines qui estiment qu' "il faut voter pour Marine", ce qui entraîne de la réprobation de la part de la plupart des présents. » (Extrait de mon journal de terrain, avril 2019.)

43 Un peu après, je retrouve sur le rond-point Nicole et Déborah, qui dirigent *de facto* le collectif. Nicole, anciennement syndiquée, est capable de s'imposer à l'oral par son charisme, une certaine *virilité féminine* (Avril, 2014), quand elle est face au groupe mobilisé. Déborah, qui a beaucoup travaillé comme secrétaire, dispose de compétences numériques lui permettant de gérer la messagerie et le groupe Facebook, mais elle a aussi du « punch », comme elle le dit elle-même. Avant avril, le mouvement a été traversé par des recompositions de son leadership. Après des « passages de flambeau » entre d'autres figures charismatiques, Nicole a finalement joué, dit-elle, « un rôle fédérateur » au moment où « il n'y avait plus de mouvement, c'était éclaté ». Avec l'aide d'Alexis, qui avait noté les numéros de téléphone, elle s'occupe de recontacter tout le monde après le délogement du rond-point au mois de janvier – « quand il n'y avait plus rien », précise-t-elle. Pourtant cette recomposition n'est pas facile et entraîne une multiplication des disputes d'ordre idéologique, qui épuise Nicole à partir du mois de mai :

« Après beaucoup de discussions avec le groupe, Nicole a pris un peu de recul, fatiguée par l'engagement et les petites disputes. Elle dit que, contrairement aux autres, elle est très "cadrée", un peu disciplinée, sûrement parce qu'elle a été maîtresse d'école. Elle est pour que tout le monde vienne, pour autant qu'on partage des valeurs, même s'il y a "des gens FN"... » (Extrait de mon journal de terrain, mai 2019.)

44 Plus tard, au cours de l'entretien, Nicole revient sur cet épisode tendu, de « dévoilement » qui met un terme à l'évitement du politique (Eliasoph, 2010), c'est-à-dire, au fait de suspendre les clivages politiques en public afin d'éviter les conflits :

« C'est là [au moment des élections européennes] que ce sont découverts... C'est là qu'on s'est un peu dévoilé. On a un peu parlé de politique, ce qu'on n'avait jamais fait avant parce qu'on n'avait jamais voulu et osé faire, pour pas justement soulever des polémiques. Et là, on s'est senti obligé, donc chacun s'est dévoilé politiquement. Par exemple, Cindy nous a dit qu'elle était FN, elle a osé le dire, haut et fort. Elle a dit qu'elle votera toujours FN, etc. [...] Elle disait qu'elle serait toujours Marine. Il y a Frédéric aussi [...]. Enfin bon, les gens se sont dévoilés et comme ça on a su un peu les opinions politiques des uns et des autres. Il y avait beaucoup de tension. »

45 Cependant, cette tension ne détruit pas le collectif local, qui s'en tient à une vision pragmatique des objectifs (Hamidi, 2006), comme le précise Nicole :

« Les opinions politiques des uns, ça peut justement casser, eh ben non, eh ben non ! On est passé au-dessus de ça [...]. Moi, je n'aurais jamais dit que j'aurais pu me lier d'amitié avec quelqu'un du FN. Pour moi, c'était inimaginable, mais en fait ce n'est que... Voilà. T'avais au-dessus de ça des objectifs communs. »

Le bras de fer des militants : « exit l'extrême droite » ?

48 Néanmoins, l'ambiance idéologique qui s'instaure contribue à l'éloignement progressif des gilets jaunes électeurs de l'extrême droite. En effet, des militants comme Gilles, Lucille ou Nathan et d'autres ex-syndiqués comme Nicole, Richard ou Alexis, tous d'origine citadine, plus ou moins expérimentés et plus ou moins éloignés, aujourd'hui, des organisations partisans, sont de plus en plus présents sur le rond-point et cherchent à marginaliser les sympathisants et les idées de l'extrême droite, dans une région où celle-ci est puissante, au moins sur le plan électoral. Nicole m'explique qu'une fois, un homme, un chasseur, me précise-t-elle, s'est montré agressif et a tenu des discours ouvertement hostiles aux migrants. Nicole et son groupe ont décidé de ne plus lui parler. Cindy, qui a été élevée dans le canton par une mère au foyer et un père forgeron me dit qu'elle a « toujours été pour l'extrême droite », mais que la participation aux gilets jaunes constitue sa première expérience militante. Pourtant, dans cette nouvelle sociographie du groupe, les options qui s'offrent aux proches du RN semblent se résumer à l'alternative entre l'*exit* ou la *loyalty*. Cette seconde attitude se traduit par le fait de taire ses opinions, ce qui est le cas de Frédéric et Julia, ou par une prise de distance réelle par rapport au parti d'extrême droite, comme pour Jean et Cindy :

« À l'heure d'aujourd'hui, ça fait un an que, on va dire, j'ouvre les yeux, j'écoute un peu ce qui se passe et j'ai l'impression, que ça soit l'extrême droite, la gauche, la droite, peu importe le parti politique, c'est tous les mêmes. J'ai l'impression qu'ils sont tous là pour vouloir la place et pour faire exactement les mêmes choses [...]. Rien qu'avec mon groupe gilets jaunes, au début, je disais : "Ben vous avez écouté, Marine Le Pen a dit des choses bien." Et puis eux, ils ne sont pas pour. Ils me disent non, c'est de la merde machin. Je disais : "Mais non, vous ne l'écoutez pas" machin. Et puis j'insistais un peu, et puis après, je me suis dit ça ne sert à rien, s'ils sont pour aucun parti politique, c'est qu'il y a une raison. Donc, au fil du temps, j'ai analysé les choses par rapport au politique et je me dis qu'eux n'ont pas tort, en fait, les gilets jaunes. Ils sont tous les mêmes, ils se battent tous pour avoir la même place. »

49 Cindy témoigne d'un possible effet socialisateur du mouvement en ce qui concerne son rapport à la politique et, plus précisément, au Rassemblement national. Jean, pour sa part, dit qu'il est passé d'un vote frontiste à l'abstention. Concrètement, cet effet de groupe est lié à l'engagement intense dans un collectif, devenu une « famille », qui exige, pour se maintenir dans le temps, une cohérence dans les oppositions communes (Coquard, 2019). Pourtant, ce rapport à la politique s'accompagne toujours d'une « conscience sociale triangulaire » (Schwartz, 2009), qui se manifeste lorsque les enquêtés se montrent, comme au moment de l'entretien, très critiques tant vis-à-vis des « plus riches » ou du « CAC40 » que de certains groupes précaires ethnicisés qui profiteraient du système. Pour Jean c'est les « rebeus de cité qui touchent le chômage sans rien faire » ou encore « ceux qui reçoivent sans contrôle des aides sociales », et Cindy parle des « mères de je ne sais plus où », qui reçoivent une aide sociale en tant que parent isolé.

50 Nathan pense quant à lui devoir influencer de l'extérieur un mouvement qu'il voyait sans conscience politique, afin qu'il ne tombe pas entre les mains de l'extrême droite :

« Au début, c'était un mouvement d'extrême droite [...]. Je regardais les *live* des premières manif et tout... Bon O.K... Et d'un coup, j'ai vu les "antifa"... Est-ce qu'il n'y aurait pas, en fait, une grosse masse militante qui s'est dépolitisée et qui savait plus où voter, et donc votait extrême droite ? Donc autant essayer, et que c'était pas le moment que nous, l'extrême gauche, on rentre dans ce truc-là, pour pas que ce mouvement qui est attendu depuis des années par la gauche tombe dans les mains de la droite. Alors, je me suis dit, il faut absolument rentrer dedans. »

51 Gilles pense aussi qu'il faut faire un « travail pédagogique » pour s'adresser à ceux de l'extrême droite qui sont « récupérables », et voit dans le mouvement un instrument pour en faire autre chose, une mobilisation qui dépasse les gilets jaunes dans sa confrontation au système. Il considère « qu'on ne doit plus se présenter comme des gilets jaunes », et donc ne plus mettre les gilets ²¹ :

« On doit se présenter comme un mouvement citoyen pour que ceux qui découvrent comment fonctionne ce système de merde et ses magouilles rejoignent un mouvement qui va au-delà des gilets jaunes. » (Extrait de mon journal de terrain, avril 2019.)

Le rond-point assiégé

52 À partir du 22 juin, les rencontres sur les ronds-points prennent une nouvelle tournure. Ce jour-là, un appel à les occuper de nouveau et à organiser un blocage général est lancé sur Internet ²². Plusieurs personnes croient à ce moment-là au grand retour des gilets jaunes. Ce n'est pourtant pas ce qui se produit, et l'appel est peu suivi, ce qui crée chez certains une certaine déception et un sentiment de désillusion. La semaine suivante, Nicole prend la parole pour dire qu'il vaut mieux se réunir une fois par semaine, et non plus tous les jours. Elle n'est pas sûre que les déçus reviennent. Pourtant cela fait déjà des semaines que les membres du collectif ne réussissent pas à coordonner une réunion hebdomadaire sur le rond-point ²³. Pour le mois de décembre, les rendez-vous se réduisent à un seul par semaine. Nicole est aussi déçue, parce que des participants habituels comme Romain et Anaëlle, sans la prévenir, ne viennent plus aux rassemblements, alors qu'ils se disent « gilets jaunes de cœur », et ne répondent pas à ses SMS. Certaines pressions ont contribué à leur désengagement, comme celles venant du patron du fast-food où Romain est employé.

53 Les militants ont de plus en plus de difficultés à conserver leur visibilité et ils s'habituent peu à peu à ne plus porter le gilet. Enlever la chasuble implique de donner l'impression de ne plus être là, de ne plus exister. Certains des enquêtés disent qu'ils ont le sentiment « qu'on se mélange dans la masse, avec le reste de la populace, et on ne nous reconnaît plus ». Mais c'est aussi la seule manière de pouvoir continuer à mener des actions. Il faut de temps en temps « jouer l'idiot », ajoute aussi Nicole. Ceux et celles qui voudront montrer qu'ils et elles restent bien des gilets jaunes porteront dorénavant des bracelets, des broches ou des boucles d'oreilles distinctifs.

54 Cindy a raison, quand elle considère qu'une partie de ses camarades ne reviennent plus parce qu'ils ont peur de la police. C'est le cas d'Erika, ancienne employée administrative d'une soixantaine d'années, qui reste active jusqu'à la fin 2019, mais dont Alexis nous dit ensuite qu'elle ne vient plus pour cette raison. Arrêtée lors d'une manifestation à Paris, elle a failli « prendre les 135 [euros d'amende] » et ne veut plus courir de risque. Cette répression ne se joue pas uniquement dans les manifestations, mais aussi au niveau local, à travers l'action des gendarmes qui contrôlent de plus en plus l'activité des gilets jaunes. Cindy m'expose ainsi son malaise à propos du délogement des militants du rond-point, et de l'action policière qui les empêche d'en faire de nouveau un espace de sociabilité :

« Quand on a été délogé par les forces de l'ordre, ça m'a un peu embêtée, je ne vais pas le cacher, et parce que c'est quand même bien de retrouver des personnes à qui on ne disait même pas bonjour avant dans la rue, quoi [...]. C'est même dommage qu'on ne puisse pas le reprendre ce rond-point [rires], on essaye, on a essayé, mais... Il y a pas de possibilité, les forces de l'ordre sont toujours là, et on n'avait même pas le droit de faire un barbecue, rien. Pas de feu, malgré le froid, pas de cabane, on n'avait le droit de rien faire. »

55 Des gilets jaunes essaient plusieurs fois de « reprendre », c'est-à-dire d'occuper de nouveau le rond-point jusqu'à ce qu'ils se retrouvent mis en garde à vue :

56 « Une fois, donc, on a été reprendre le rond-point à neuf et les gendarmes nous ont interpellés et auditionnés directement à la gendarmerie. Moi, je leur ai même répondu, aux gendarmes : "On est même pas sur la route, on est sur le passage piéton, tu vois ? On bloque rien !" Eh ben, on n'avait pas le droit. Et tout le monde du coup est monté dans les voitures. »

Distances

57 Avec le délogement du rond-point, la surveillance accrue des gendarmes et, plus tard, le retour du froid, les rendez-vous se passent souvent au domicile des enquêtés. Le fait de ne plus être dans un lieu neutre et la nature de l'espace domestique accentuent les effets de distance sociale entre participants. Nicole m'explique qu'elle est habituée à proposer sa maison pour y tenir des réunions, mais elle sent que certains ne sont pas très à l'aise : « Pour eux, quand ils vont chez moi, quand ils vont chez eux, pour eux ce n'est pas la même chose. J'ai des chevaux, j'ai une maison... Pour eux, voilà, je fais partie des "riches" (entre guillemets). » Déborah trouvait « embêtant d'aller chez les uns et les autres » et elle s'est sentie placée dans « une catégorie par [s]a classe ».

58 Cette distance devient majeure lorsque les réunions portent davantage sur les débats que les plus expérimentés lancent, en fonction de la conjoncture politique : les élections européennes, la convergence avec les syndicats ou avec les écologistes, ou encore la réforme des retraites... Ces débats sont associés par certains à l'abstraction qui caractérise le politique (Jeanpierre, 2019), ce qui vaut aussi pour le RIC – revendication phare pour Alexis –, comme pour tout le militantisme qui s'organise autour de conférences, d'assemblées ou de débats²⁴. Ce militantisme relève d'une politisation s'appuyant sur les débats contradictoires, fondement de la politique légitime, et non plus basée sur l'expérience ordinaire. Gilles et Déborah s'investissent notamment dans les « AG déter²⁵ » qui ont lieu dans différentes villes de Normandie. Cindy exprime, lors de l'entretien, sa distance vis-à-vis des espaces plus formels du militantisme comme les assemblées générales²⁶ :

« J'ai été dans des AG avec d'autres gens du groupe, on apprend pas mal de choses, mais pour moi les AG c'est pas fait pour moi. Ça bouge pas assez et je m'endors. Donc, non. Sinon, des actions qui bougent, oui. »

Image 3



Pancarte en faveur du référendum d'initiative citoyenne sur le rond-point. Cette revendication prend de plus en plus de place à mesure que les semaines passent.

▪ Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

59 Malgré l'horizontalité déclarée du mouvement, il n'y a jamais d'égalité lorsqu'il s'agit de prendre la parole en public. L'adéquation entre les compétences des individus et les sujets débattus fonde une légitimité inégalitaire quand il s'agit de « se sentir autorisés à intervenir dans les débats » (Corcuff et Mathieu, 2009), ce qui a été notamment observé dans les mouvements féministes se prétendant horizontaux (Freeman, 1972). Ces sujets intéressent de moins en moins les individus dont le capital culturel et militant est le plus faible, et deviennent pour les mieux dotés l'occasion d'exhiber leurs compétences. Au printemps, je rencontre aussi fréquemment Philippe, alors chômeur, qui enchaîne d'ordinaire des emplois d'ouvrier dans le BTP et habite les HLM de la ville. Il avoue que le « RIC, ça [ne l']intéresse pas du tout », face à un Alexis pour sa part convaincu.

60 Cette distance sociale était particulièrement visible lorsque j'ai observé des réunions, où Cindy, qui accomplissait souvent des tâches de service liées à ses dispositions genrées (cuisiner, acheter des biens de consommation, apporter à manger ou à boire), fatiguée d'écouter un débat autour du rôle des syndicats, demandait à parler des prochaines manifestations. Ce qui est important c'est bien d'agir et non pas de discuter sans fin :

« Il y a Frédéric, Julia, Cindy et son fils, Alexis et Nicole, et moi sur le rond-point un soir de pluie. Nicole leur explique notre "action ratée" pour le mouvement de grève qui consistait à mener de nouveau des opérations de blocage dans la zone portuaire de Rouen. Ces commentaires semblent laisser assez indifférents les autres, sauf Alexis qui était venu avec nous. Cindy pense que c'est "mignon" de débattre au rond-point mais qu'il faut faire aussi plus de manifs. Ils continuent la discussion autour des actions du week-end. Alexis est pour aller à Roissy samedi pour la manif ADP²⁷ et Nicole est pour la manifestation syndicale de Paris. Jean insiste sur le fait qu'"on n'est pas politique". Cindy doit garder ses enfants et ne peut pas venir, mais se montre plutôt encline à attendre une "vrai manif gilet jaune", comme Julia, qui dit en avoir "un peu marre" des manifs aussi mélangées. » (Extrait de mon journal de terrain, décembre 2019.)

61 À partir de la fin de l'année 2019, les divisions provoquent la constitution de deux groupes Facebook différents dans leur composition et leurs modes d'action, opposant « ceux qui [vont] à Paris et ceux qui [veulent] faire des trucs locaux », comme l'indique Yasmine, même si, pour d'autres c'est plutôt « une question d'egos ». Les uns préfèrent rester sur le rond-point, quand c'est possible, alors que les autres priorisent les manifestations massives de Paris, ce que les premiers regrettent : « Si tout le monde se barre à Paris c'est mort. » Nicole et Déborah ne comprennent pas cette position : « Nous, on a évolué,

le rond-point, c'est mort, il faut aller aux manifs. » Ce sera manifeste, par exemple, lors du déconfinement, le 16 juin 2020 : les uns, iront montrer leur soutien aux soignants de la ville et se rendront sur le rond-point, quand les autres préféreront aller à la manifestation dans la capitale. Ils et elles sont généralement les plus réticents à abandonner le gilet.

Image 4



Pancarte invitant au débat citoyen, souvent utilisée, surtout par le groupe privilégiant les rencontres sur le rond-point.

▪ Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

62 Quelques-uns conservent des relations avec les deux groupes, comme Cindy, Jean, Alexis ou Yasmine, mais l'écart entre groupes se creuse. Selon certains, comme Yasmine, la différence entre leurs modes d'action, qualifiée par Gilles de « luttes de classes à l'intérieur des gilets jaunes » ou par Nathan de « clash de classes », serait fondée sur le manque d'argent des uns. Cécile, chômeuse et handicapée, qui est bénéficiaire du RSA et appartient au groupe du rond-point, pointe aussi cette différence de classe : « On est pas la même classe sociale mais on a les mêmes convictions. » Pour Nicole, les membres de son groupe seraient pour un changement de « société », alors que ceux de l'autre groupe voudraient « un changement de leur quotidien ». Ce second groupe rassemble davantage d'ouvriers et d'employées précaires, et compte davantage de personnes handicapées. On y retrouve par exemple Selena, 50 ans, originaire de cette région, d'une famille ouvrière, qui s'est retrouvée au chômage en 2018 et dépend de la « débrouille » pour boucler les fins de mois, en plus de la petite préretraite et de la rente d'accident du travail que perçoit son mari. Après avoir souvent voté pour le FN, dont elle s'est désormais éloignée, elle s'est engagée dans le mouvement dès le début, avec sa bande d'amis. Elle est en invalidité, à cause de la pénibilité de son ancien travail d'ouvrière, et on ne la rencontre que sur rond-point. Elle y revendique « [s]on côté pratique et pas "intellect" ». Elle considère que l'autre groupe est « plus intellectualisé » et que le sien est plutôt pour ceux qui ne peuvent pas partir manifester, souvent parce qu'ils n'ont pas la forme physique nécessaire.

63 Pourtant, la divergence entre les deux groupes, comme j'ai pu l'entendre et l'observer, est aussi très souvent liée à la distance des uns envers les revendications classiques de la gauche (notamment des syndicats), à leur ancrage local et à leur volonté de faire valoir leur capital d'autochtonie. Élisabeth, mère célibataire, femme de ménage à temps partiel subi, qui est au RSA et a plutôt fait partie de ce groupe, parle par exemple de rester « dans [s]on chez [s]oi ». Pour ce groupe, le mouvement a évolué vers le maintien d'une convivialité proche de celle qu'on rencontre dans les organisations de *self-help*, où les cercles de sociabilité occupent une place primordiale (Kriesi, 1993). Ils et elles préfèrent se retrouver dans un entre-soi rassemblant amis, voisins ou famille, et valorisent fortement la fraternité rencontrée pendant les jours passés dans les cabanes des ronds-points, pour soutenir les travailleurs et travailleuses qu'ils et elles connaissent, ou tout simplement montrer que leur localité reste jaune.

Conclusion

64 J'ai d'abord essayé de montrer quels dispositifs et quels défis méthodologiques sont en jeu dans l'étude d'un mouvement, en exposant ce que la relation d'enquête doit aux recompositions objectives et subjectives de ce dernier. L'observation révèle que la mobilisation ne suit pas toujours une logique spontanée, car les meneuses et meneurs se livrent bel et bien à un exercice réflexif pour freiner la démobilitation, tout en suivant attentivement les réactions de la presse et de l'espace militant locaux.

65 J'ai pu voir comment, dans la phase de déclin et d'équilibre réajusté du mouvement, le collectif étudié était influencé par l'arrivée de militants expérimentés – souvent des allochtones ayant connu une socialisation militante à gauche –, qui rejoignent ceux et celles qui avaient endossé le gilet dès le début. Cette alliance a durci l'opposition ou, du moins, entraîné une mise en suspens stratégique des déclarations de sympathie à l'égard des membres du groupe proches de l'extrême droite (par leurs pratiques de vote ou leur hostilité vis-à-vis de certains groupes ethnicisés), voire provoqué, dans certains cas, une évolution du rapport à la politique. Les dispositions militantes des acteurs, souvent inhibées jusqu'à l'irruption du mouvement dans leur vie, ont été transmises par leur famille ou acquises à l'occasion d'une politisation conflictuelle sur le lieu de travail. Plus proches du haut des classes populaires ou des classes moyennes ²⁸, ces gilets jaunes retrouvent dans cette mobilisation localisée une voie de réengagement, d'activation de ces dispositions, qui leur permet de rejoindre une forme d'enthousiasme militant. Des trajectoires marquées par une expérience syndicale décevante, des relations entre militants vécues comme trop hiérarchiques, un rapport méfiant à l'État, un espace local où n'existent pas de mouvements radicaux peuvent expliquer que l'on rejoigne les gilets jaunes pour vivre une expérience nouvelle, qui s'ajuste à la diversité des intérêts et des motivations. De plus, ils et elles peuvent reconverter leurs capitaux et leurs compétences dans de nouvelles activités militantes : rejoindre, quand c'est possible, d'autres luttes sociales existantes, essayer d'y peser fortement (comme chez les écologistes ou dans les syndicats lors des grèves) et s'investir dans d'autres initiatives ou débats (comme le groupe écologiste que Gilles crée, ou le RIC et les AG pour d'autres). La tendance selon laquelle les plus familiers des mouvements sociaux et du militantisme prennent une place croissante au fil du temps au sein de ce groupe est confirmée par l'enquête quantitative nationale (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019, p. 18).

66 Une fraction plus populaire des gilets jaunes, qui est souvent composée d'autochtones, perd des membres au cours de l'enquête. Pourtant, malgré leur manque de socialisation et de ressources militantes, ces gilets jaunes s'engagent davantage dans la pratique, hautement valorisée par eux et par elles, consistant à tenir le rond-point, qui leur permet de mettre avant leur capital d'autochtonie ou la singularité de leur collectif local. Ceux et celles qui demeurent engagés le font en raison de leurs convictions et de leur possibilité matérielle de s'investir, mais aussi parce que beaucoup bénéficient encore des gratifications symboliques liées aux sociabilités, c'est-à-dire au fait d'être reconnus par le groupe.

67 Dans cette phase de déclin, marquée par la grande hostilité politique et policière qui cerne le mouvement, ce collectif reste soutenu par un groupe de gilets jaunes de plus en plus divisé entre deux pôles qui se distinguent par leurs modes d'actions et par l'intérêt porté à certaines formes de mobilisation. La manifestation de ces différences met en tension l'affinité des habitus qui peut, sous certaines conditions, présider aux relations entre des fractions de classes diverses engagées ensemble.

AMABLE Bruno et PALOMBARINI Stefano, *L'illusion du bloc bourgeois : alliances sociales et avenir du modèle français*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

AVRIL Christelle, *Les aides à domicile : un autre monde populaire*, Paris, La Dispute, 2014.

BEAUMONT Amélie, CHALLIER Raphaël et LEJEUNE Guillaume, « En bas à droite : travail, visions du monde et prises de position politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social », *Politix*, vol. 2, n° 122, 2018, p. 9-31.

BENDALI Zakaria, CHALLIER Raphaël, DELLA SUDDA Magali et FILLIEULE Olivier, « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, vol. 4, n° 128, 2019, p. 143-177.

BONIN Loïc et LIOCHON Pauline, « La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des ronds-points de Camon », *Contretemps* [En ligne], 2 juin 2020, URL : https://www.contretemps.eu/fin-des-cabanes-gilets-jaunes/#_ftnref19.

BOURDIEU Pierre, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 17-18, « La paysannerie, une classe objet », Paris, Éditions de Minuit, 1977, p. 2-5, [En ligne], URL : www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1977_num_17_1_2572.

COLLECTIF d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation : une étude sur les Gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 5-6, 2019, p. 869-892.

COQUARD Benoît, *Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte, 2019.

CORCUFF Philippe et MATHIEU Lilian « Partis et mouvements sociaux : des illusions de "l'actualité" à une mise en perspective sociologique », *Actuel Marx* [En ligne], vol. 2, n° 46, 2009, p. 67-80, URL : <https://www.cairn.info/journal-actuel-marx-2009-2-page-67.htm?contenu=article>.

DEVAUX Jean-Baptiste, LANG Marion, LÉVÊQUE Antoine, PARNET Christophe et THOMAS Valentin, « La banlieue Jaune : enquête sur les recompositions d'un mouvement », *La Vie des idées* [En ligne], 30 avril 2019, URL : <https://laviedesidees.fr/La-banlieue-jaune.html>.

ELIASOPH Nina, *L'évitement du politique : comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Économica, 2010.

FILLIEULE Olivier, « Demobilization and Disengagement in a Life Course Perspective », in DELLA PORTA Donatella and DIANI Mario (dir.), *The Oxford Handbook of Social Movements*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

FILLIEULE Olivier, « Disengagement », in MOGHADDAM Fathali M. (dir.), *The SAGE encyclopedia of political behavior*, Los Angeles, SAGE Publications, 2017.

FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd., Paris, Presses de Sciences Po, 2020.

FREEMAN Jo, « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 17, 1972-1973, p. 151-164.

GAXIE Daniel, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1978.

GEERTZ Clifford, « Notes on the Balinese Cockfight », *Daedalus*, vol. 101, n° 1, 1972 (1972).

HAMIDI Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation : engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique* [En ligne], vol. 56, n° 1, 2006, p. 5-25, URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2006-1-page-5.htm>.

JEANPIERRE Laurent, *In Girum : les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019.

KLANDERMANS Bert et STRALEN Cornelis J. van (eds.), *Movements in Times of Democratic Transition*, Philadelphia, Temple University Press, 2015.

KRIESI Hanspeter, « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Rivista italiana di scienza politica*, vol. 23, n° 1, 1993, p. 67-117.

MASCLET Olivier, « "C'est mon moment." Le temps pour soi des ouvrières et des employées », *Travail, genre et sociétés*, vol. 1, n° 39, p. 101-119.

MAUGER Gérard, « 16. Bourdieu et les classes populaires. L'ambivalence des cultures dominées », in COULANGEON Philippe (éd.), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2013, p. 243-254.

MAUGER Gérard, « Enquêter en milieu populaire », in MAGRI Susanna et VARIKAS Eleni (dir.), *Genèses*, n° 6, « Femmes, genre, histoire », Paris, Belin, 1991, p. 125-143.

MAUGER Gérard et POULY Marie-Pierre, « Enquêter en milieu populaire : une étude des échanges symboliques entre classes sociales », *Sociologie*, vol. 10, n° 1, 2019, p. 37-54.

MISCHI Julian, RENAHY Nicolas et DIALLO Abdoul, « Les classes populaires en milieu rural », in BLANCARD Stéphane, DETAND-DESSENDRE Cécile et RENAHY Nicolas (dir.), *Campagnes contemporaines : enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*, Versailles, Éditions Quæ, 2016, p. 23-34.

NEVEU Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015.

NOIRIEL Gérard, *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire : dialogue avec Nicolas Truong*, La Tour d'Aigues, Le Monde/Éditions de l'Aube, 2019.

PARANTHOËN Jean-Baptiste, « Processus de distinction d'une petite-bourgeoisie rurale : le cas d'une "association pour le maintien de l'agriculture paysanne" (AMAP) », *Agone*, vol. 2, n° 51, 2013, p. 117-130.

PELLETIER Willy, « Ronds-points "Gilets jaunes" et "estimes de soi" en milieux populaires », in Fondation Copernic (éd.), *Manuel indocile de sciences sociales : pour des savoirs résistants*, Paris, La Découverte, 2019, p. 981-992.

PUDAL Bernard, « Une philosophie du mépris », in Fondation Copernic (éd.), *Manuel indocile de sciences sociales : pour des savoirs résistants*, Paris, La Découverte, 2019, p. 544-552.

SCHWARTZ Olivier, « L'empirisme irréductible. La fin de l'empirisme ? », in ANDERSON Nels, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Armand Colin, Paris, 2011, p. 335-384.

SCHWARTZ Olivier, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées* [En ligne], 22 septembre 2009, URL : <https://laviedesidees.fr/Vivons-nous-encore-dans-une.html>.

SPIRE Alexis, *Résistances à l'impôt, attachement à l'État : enquête sur les contribuables français*, Paris, Éditions du Seuil, 2018,

TAYLOR Verta, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, 1989, p. 761-775.

NOTES



1 Sur les phénomènes de démobilité et ce qu'ils entraînent, voir Klandermans et van Stralen (2015) et Fillieule (2015).

2 Sur le désengagement, voir Fillieule (2005 ; 2017), et Devaux *et al.* (2019) sur les tensions qui peuvent l'accompagner au sein des gilets jaunes.

3 Voir aussi Bonin et Liochon, 2020.

4 Voir l'encadré.

5 En sus d'une quinzaine d'entretiens biographiques, nous avons observé, entre mars 2019 et mars 2020, plusieurs scènes sociales où se regroupaient les militants d'un collectif de gilets jaunes (ronds-points, manifestations, pique-niques, blocages, réunions, occupations), mais aussi différentes rencontres dans des cafés ou au domicile des acteurs.

6 C'est en effet ma nationalité.

- 7** Les données personnelles des enquêtés ont été anonymisées.
- 8** Elle a grandi dans un pavillon de banlieue parisienne bien lotie. Elle est fille d'ouvriers, son père, étant devenu chef de projets. Avant de s'engager dans le mouvement, elle et son mari (agent de sécurité) étaient « partis sur le luxe » dit-elle, par exemple, pour parler de ses vacances.
- 9** Un peu comme lorsque, dans un contexte très différent, l'anthropologue Clifford Geertz et sa femme se trouvent pris dans une descente de police alors qu'ils assistent à un combat de coqs interdit. En fuyant avec le reste des villageois et en partageant avec eux cet événement, le couple parvient à se faire accepter, en même temps qu'à saisir les enjeux du combat de coqs (Geertz, 1973).
- 10** Sur le rapport des classes populaires aux intellectuels voir LOMBA Cédric et MISCHI Julian (dir.), « Usines. Ouvriers, militants, intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196-197, Paris, Éditions du Seuil, 2013.
- 11** Sur ce sujet voir PALHETA Ugo, *La domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*, Paris, PUF, 2012.
- 12** RAVELLI Quentin, « Les huit fonctions du rond-point », AOC, 3 février 2020.
- 13** Elle a grandi dans une famille nombreuse et monoparentale, élevée par sa mère, qui ne travaillait pas à cause d'une invalidité et dépendait des aides sociales.
- 14** Voir aussi BERNARD DE RAYMOND Antoine et BORDIEC Sylvain, « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques* [En ligne], 14 octobre 2019, URL : <https://www.metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html>.
- 15** En opposition à l' « équipe de jour ». Il s'agit d'un groupe de gilets jaunes qui tient le rond-point à son tour le soir et tolère la consommation d'alcool. Pourtant il n'y a pas de coupure nette entre les deux groupes et j'ai rencontré aussi des gilets jaunes de l'équipe de nuit qui se montrent critiques envers la consommation d'alcool.
- 16** Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
- 17** Caisse primaire d'assurance maladie.
- 18** Régime social des indépendants.
- 19** Pourtant, elle se voit souvent obligée d'emmener avec elle, au moins sur le rond-point, un ou deux de ses enfants les plus jeunes.
- 20** Pourtant il votera finalement pour la liste « Alliance jaune » de Francis Lalanne.
- 21** Il y a chez ces militants de gauche une activation de schèmes de représentation des classes populaires (« dépolitisées ») comme manipulables ou récupérables, en plus de cette vision objectivante et stratégique en termes de rapports de force politiques et de puissance d'agir potentielle.
- 22** Cet appel est relayé par les principaux groupes Facebook gilets jaunes et par plusieurs des porte-parole auto-proclamés.
- 23** Pendant ces réunions, lancées et rappelées sur Facebook, plusieurs sujets étaient débattus : l'actualité, les manifestations auxquelles aller (et les covoiturages), les possibles actions locales ou comment essayer « d'attirer (de nouveau) » la population locale.
- 24** En plus du goût qu'ils ont pour ces événements, les enquêtés comme Alexis et Déborah y trouvent un intérêt stratégique, car ils permettent de « prendre contact et [d']élargir le[ur] réseau ».
- 25** Assemblées de gilets jaunes tenues le soir et visant à réfléchir, par exemple, à des actions coup de poing ou de blocage.
- 26** Voir les divergences que suscite ce fonctionnement dans Bonin et Liochon, 2020.
- 27** Aéroports de Paris.
- 28** Caractérisées ici par un profil de militants ayant exercé des professions intermédiaires et par de styles de vie, correspondant notamment à des trajectoires d'accumulation de capital culturel ou militant.

ILLUSTRATIONS



Image 1

Revendications des gilets jaunes affichées sur le rond-point. L'on notera que la plupart de ces revendications tournent autour des violences policières, des inégalités, de la vie chère ou de la démocratie. Nicole a préparé ces affiches pendant la nuit.

▪ Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

<docannexe/image/510/img-1.jpg>



Image 2

Gilets jaunes montrant qu'ils sont toujours là et cherchant l'approbation des automobilistes, qui s'exprime par les klaxons.

▪ Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

<docannexe/image/510/img-2.jpg>



Image 3

Pancarte en faveur du référendum d'initiative citoyenne sur le rond-point. Cette revendication prend de plus en plus de place à mesure que les semaines passent.

▪ Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

<docannexe/image/510/img-3.png>



Image 4

Pancarte invitant au débat citoyen, souvent utilisée, surtout par le groupe privilégiant les rencontres sur le rond-point.

▪ Crédits : Aldo Rubert. Licence : CC BY-NC 4.0.

<docannexe/image/510/img-4.png>

CITER CET ARTICLE



Référence électronique

Aldo Rubert, « Retrouver sa propre radicalité : démobilitation, remobilisation et cohabitation jaunes », *Condition humaine / Conditions politiques* [En ligne], 2 | 2021, mis en ligne le 20 juin 2021, consulté le 26 septembre 2022. URL : <http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=510>

AUTEUR



Aldo Rubert

Aldo Rubert est doctorant en sociologie politique au CRAPUL (IEP Université de Lausanne) et au CESAER (INRAE/Université de Bourgogne). Il réalise une thèse sur les gilets jaunes et les incidences biographiques de l'engagement dirigée par Olivier Fillieule (UNIL/CRAPUL) et Julian Mischi (INRAE/CESAER). À partir d'une ethnographie de longue durée dans des collectifs militants (en Normandie et en Bourgogne) et d'entretiens biographiques, l'enquête qu'il mène analyse processuellement les effets de l'engagement et du désengagement, en portant une attention particulière à l'actualisation des dispositions dans l'espace militant et, à l'inverse, à la politisation de l'intime à partir de l'activisme.

Domaines de recherche : mouvements sociaux, rapports au politique, incidences biographiques, socialisation politique.

Aldo Rubert is a PhD candidate in political sociology at CRAPUL (IEP Université de Lausanne) and CESAER (INRAE/Université de Bourgogne). He is writing a thesis on the yellow vests movements and its biographical impact, under the supervision of Olivier Fillieule (UNIL/CRAPUL) and Julian Mischi (INRAE/CESAER). Drawing on a long-term ethnography in militant collectives (in Normandy and Burgundy) and biographical interviews, his investigation analyses the effects of engagement and disengagement in a processual approach, paying particular attention to the actualisation of dispositions in the militant space and, conversely, to the politicisation of intimacy from activism.

Research fields: social movements, relationships to politics, biographical impacts, political socialisation.

Numéros / 2 | 2021 : Beyond Political Anthropology



/ Dossier – Approches ethnographiques des gilets jau...



ISSN électronique 2742-9318

[Plan du site](#) — [Crédits](#) — [Contact](#) — [Politiques de publication](#)

Conception : Edinum.org — Édité avec Lodel — Accès réservé